

Ecoutez les podcasts du Soir

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

BRUXELLES

Un « Belgium's Most Wanted » arrêté

Le Fugitive Active Search Team (FAST) et la zone de police de Bruxelles-Midi ont arrêté, lundi, le fugitif Mohamed Ben Brahim, qui se trouvait sur la liste des « Belgium's Most Wanted » de la police fédérale, annonce cette dernière mardi. Il était recherché depuis vendredi dernier. L'homme est surveillé par le tribunal de l'application des peines de Bruxelles pour exploitation sexuelle, séquestration et viol et est considéré comme dangereux. La coopération entre le FAST et la zone de police de Bruxelles-Midi, avec le soutien du parquet et du juge d'instruction, a permis une enquête ciblée. L'individu a pu être localisé dans un appartement situé à Saint-Gilles. « Cette arrestation rapide a non seulement été rendue possible grâce à la bonne coopération entre les services de police et la justice, mais elle prouve également une fois de plus la valeur ajoutée de la diffusion rapide d'un avis de recherche et de l'appel au public par le biais de la liste des Belgium's Most Wanted », estime la police. BELGA

FRANCE

Une enfant décédée, un ado en garde à vue

Une fillette de cinq ans a été retrouvée morte mardi dans un sac dans un appartement de Rambervillers (Vosges) et un adolescent a été placé en garde à vue, a-t-on appris de source proche de l'enquête. Les parents, une famille roumaine résidant sur place, avaient signalé en début d'après-midi la disparition de leur fille. AFP

ENVIRONNEMENT

L'Europe lambine pour réduire les pesticides



© AFP

Les Vingt-Sept doivent intensifier leurs efforts pour réduire l'utilisation des pesticides, alerte l'Agence européenne pour l'environnement. Selon l'organisme officiel « il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs de l'Union : réduire de 50 % l'utilisation et les risques liés aux pesticides chimiques et baisser de 50 % l'utilisation des plus dangereux d'ici à 2030 ». On avance lentement. Entre 2011 et 2020, écrit l'AAE, dans un rapport publié ce mercredi, les ventes de pesticides dans les États membres sont restées stables, à environ 350.000 tonnes par an. L'agriculture « dépend encore de volumes importants de pesticides chimiques ». Ces derniers sont aussi utilisés dans la sylviculture, le long des routes et des voies ferrées, parfois même dans les parcs publics. Un problème de santé publique. En 2020, un ou plusieurs pesticides ont été détectés à un niveau présentant un risque pour la santé humaine dans 22 % de tous les sites de surveillance des rivières et des lacs en Europe. Par ailleurs, 83 % des sols agricoles testés en 2019 contenaient des résidus de pesticides. Nous sommes exposés notamment via l'alimentation et l'eau. Une étude a montré une « exposition largement répandue » à des pesticides comme les pyrèthroïdes et le chlorpyrifos. Les concentrations urinaires de marqueurs de pesticides étaient plus élevées chez les enfants que chez les adultes, reflétant « une exposition interne aux pesticides plus élevée chez les enfants ». La pollution par les pesticides est aussi « un des principaux facteurs de perte de biodiversité en Europe ». « Leur utilisation a entraîné un déclin important des populations d'insectes, menaçant le rôle essentiel qu'ils jouent dans la production alimentaire, notamment la pollinisation de la plupart des cultures de fruits et de légumes », relève l'Agence. Par ailleurs, cela nuit à certains insectes qui sont d'excellents moyens de lutte contre les ravageurs. Outre la recherche sur les moyens de contrôle biologiques, « nous pourrions réduire notre dépendance à l'égard des pesticides tout en maintenant les rendements des cultures en nous orientant vers l'agroécologie, les cultures intercalaires, la gestion de la conservation des sols et la diversification des cultures, conclut l'Agence. Outre leurs avantages pour la biodiversité et la qualité des sols, il est de plus en plus démontré que ces pratiques préservent la productivité des cultures et la rentabilité des exploitations agricoles ». M.D.M.

RENSEIGNEMENTS MILITAIRES

« Les activités d'espionnage et d'ingérence de la guerre froide »

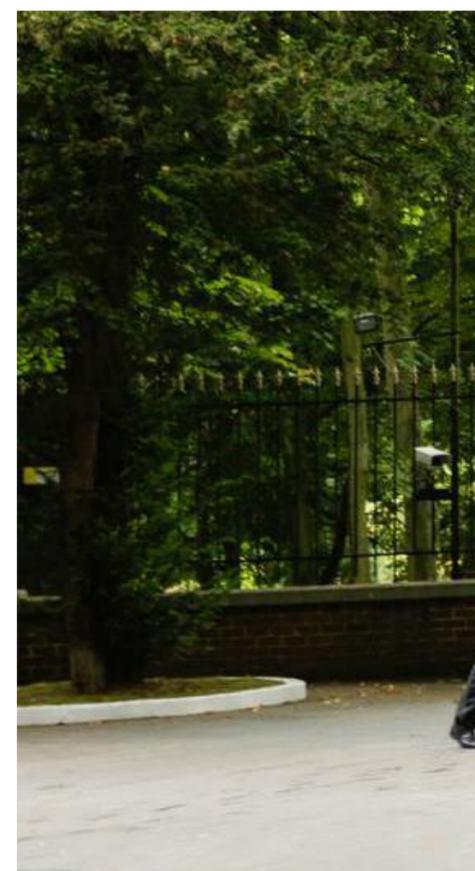
Les activités d'espionnage et d'ingérence de la Russie et de la Chine – notamment cybernétiques – occupent le haut du pavé des préoccupations du SGRS, les renseignements militaires belges. Le Service, en pleine réforme post-crise « Jürgen Conings », publie le premier rapport d'activité de son histoire.

LOUIS COLART

Ces 36 pages sont un petit événement en soi : le Service général du renseignement et de la sécurité (SGRS), le service militaire de renseignement belge, publie ce mercredi le premier rapport (qui se veut annuel à l'avenir) de son histoire. *Le Soir* a pu le consulter en premeur.

Ce rapport est aussi une manière d'acter les profondes mutations internes provoquées par une décennie de rapports très critiques du Comité R, chargé du contrôle des services de renseignement, et surtout de la crise « Jürgen Conings ». Ce caporal-chef radicalisé d'extrême droite s'était enfui en mai 2021 avec des armes de gros calibre, faisant craindre une attaque armée, avant que son corps ne soit découvert sans vie un mois plus tard en forêt. Le SGRS, à l'époque, n'avait même pas pris acte du passage du militaire du niveau 2 à 3 (sur une échelle de 4) de la menace évaluée par l'Ocam. Plongeant le service dans une crise inédite.

Depuis, le chef du SGRS a changé – il s'agit du vice-amiral Wim Robberecht. La structure a évolué et les effectifs augmentent. Le SGRS a engagé 26 civils et 53 militaires en 2022. Surtout, le Service



semble avoir retrouvé un certain dynamisme, avec +30,5 % de demandes d'informations reçues de ses partenaires. Chiffre encore plus frappant : le SGRS a émis, en 2022, 320 demandes d'informations à ses partenaires nationaux et internationaux, contre seulement 60 l'année d'avant (un bond de 433 % !). Un chiffre à situer dans un contexte d'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Infrastructures critiques

« Nous faisons le constat que les activités d'espionnage et d'ingérence étrangère ont atteint des niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis la guerre froide », prévient Wim Robberecht dans ce rapport. « Les principales menaces qui pèsent sur la sécurité nationale sont, outre cette ingérence, l'extrémisme violent, le terrorisme et les activités cyber malveillantes. »

Le 29 mars 2022, la Belgique avait expulsé 21 diplomates russes, sur base d'une liste dressée par la Sûreté de l'Etat et le SGRS, les deux services de contre-espionnage. Ces expulsions « ont entraî-

Wim Robberecht « Des hackings visent des européennes »

ENTRETIEN

L.CO

Le vice-amiral Wim Robberecht, patron du SGRS, vise le doublement de ses effectifs d'ici cinq ans.

Vous dites que le niveau de la menace de l'espionnage et de l'ingérence étrangère atteint un niveau jamais vu depuis la guerre froide. Comment ça se matérialise concrètement ?

Depuis la guerre froide, la technologie a considérablement changé. Tout ce qu'on décrit sous le vocabulaire erroné de « désinformation » ou de « fake news », pour nous c'est de l'ingérence étrangère par la manipulation de l'information. On utilise pour cela les réseaux sociaux, qui n'existaient tout simplement pas lors de la guerre froide. Les moyens cyber rendent possible de prendre le contrôle des outils d'une firme : sabotages, espionnage et hackings. Il y a des hackings tous les jours. De temps en temps, on pense avoir à faire à des *ransomware*, mais cela peut dissimuler une tentative d'accès à des infrastructures critiques.

La Chine représente l'une des princi-

pales menaces d'espionnage et en termes cyber. Est-ce que la Chine a déployé ses fameux ballons-espions au-dessus de l'Europe ?

Les opérateurs chinois ont une capacité cyber. On a connu ces attaques contre la Défense et le SPF Intérieur de 2021. Partout où il y a des réseaux, il y a des vulnérabilités. Ces hackings concernent aussi nos infrastructures critiques en Europe. On doit être vigilants et éduquer nos entreprises pour être sûrs que la cybersécurité est assurée. Les conséquences peuvent être graves. Concernant les ballons, je pourrais simplement dire que chaque événement dans le monde nous permet d'en tirer des leçons. Pour l'instant, nous n'avons pas d'incident en Europe et dans l'espace Atlantique, mais il ne faut jamais dire jamais.

Est-ce que la distinction historique entre votre service plutôt tourné vers les affaires étrangères et la Sûreté de l'Etat tournée vers les menaces intérieures a tendance à s'estomper ? Nous sommes complémentaires de la Sûreté, certainement pas en concurrence. On se contacte quasiment chaque

KROLL

